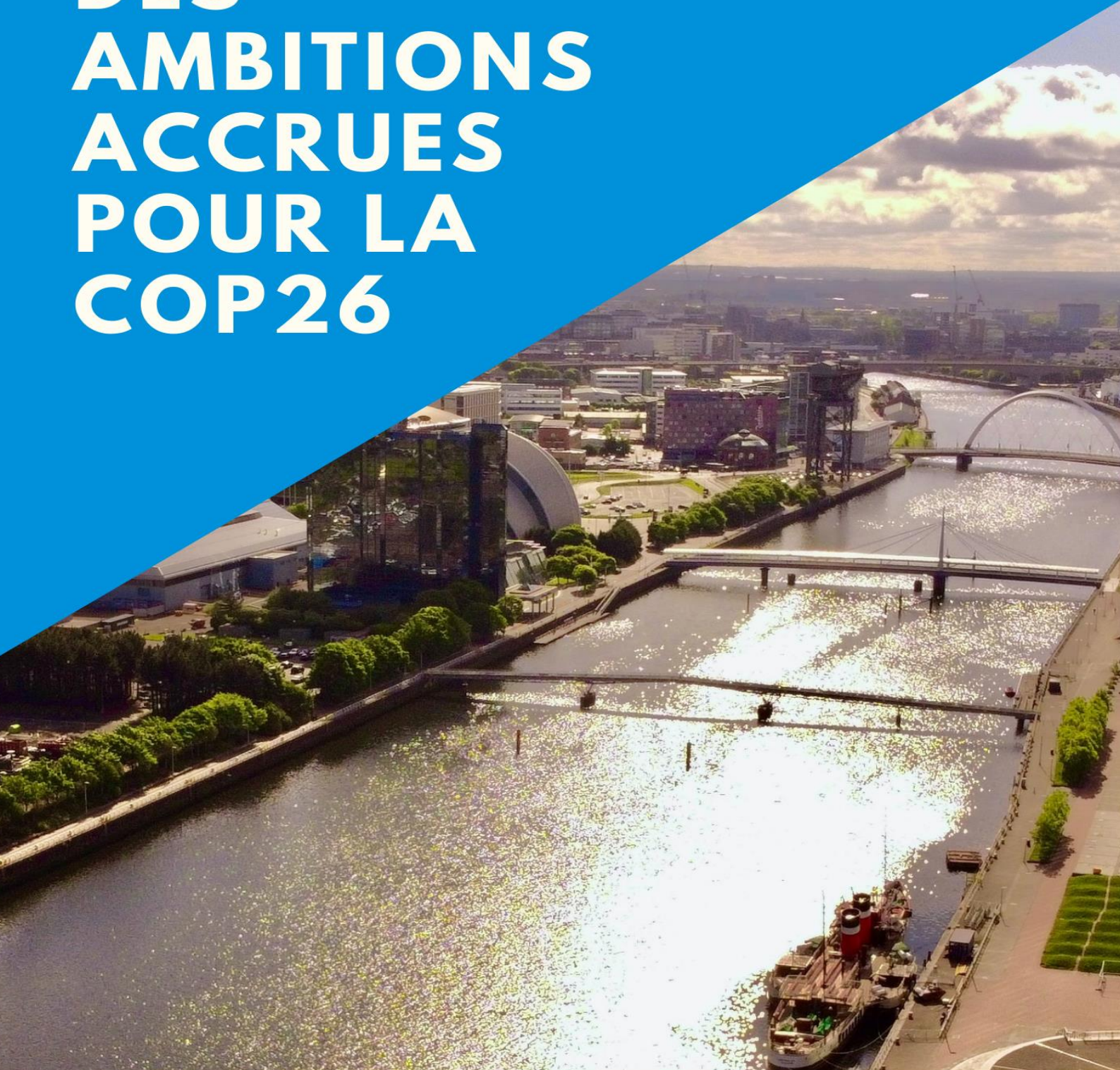


LES GOUVERNEMENTS
RÉGIONAUX APPELLENT À
L'ACTION

DES AMBITIONS ACCRUES POUR LA COP26



DÉCLARATION

Les Gouvernements régionaux appellent à l'action : des ambitions accrues pour la COP26

NOUS RECONNAISSONS

Nous, gouvernements infranationaux, membres de Regions4 et RegionsAdapt, reconnaissons notre rôle clé en première ligne de la réponse à la crise climatique, et la nécessité d'une action accélérée sur l'atténuation et l'adaptation au changement climatique.

Les parties doivent se présenter à la COP26 avec des contributions déterminées au niveau national (CDN) et des plans d'adaptation nationaux renforcés, ainsi qu'un engagement à mobiliser des fonds pour lutter contre le changement climatique - au minimum en accord avec l'objectif de 100 milliards de dollars par an fixé par l'Accord de Paris. La COP26 doit également être l'occasion d'une meilleure collaboration entre tous les niveaux de gouvernement, les villes, les entreprises et les citoyens afin de mettre en œuvre des actions transformatrices.

Selon le dernier rapport du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC), le changement climatique est généralisé, rapide et s'intensifie, et certaines tendances sont désormais irréversibles, du moins pendant la période actuelle (GIEC 2021) ¹.

Le financement du climat est en retard par rapport à l'engagement de 100 milliards de dollars par an, fixé dans l'Accord de Paris, et un écart important subsiste entre les fonds alloués à l'atténuation et ceux alloués à l'adaptation (OCDE 2021) ². Les financements décentralisés pour des actions climatiques restent nécessaires, et les régions se heurtent encore à des obstacles majeurs pour y accéder (RegionsAdapt 2020) ³.

Les régions et les gouvernements décentralisés ont un rôle essentiel à jouer dans la mise en œuvre des mesures nécessaires, puisqu'ils sont responsables de l'implantation de 50 à 80 % des actions d'adaptation et d'atténuation nécessaires.⁴ Nombre d'entre eux prennent déjà des mesures ambitieuses pour atténuer le changement climatique, s'y adapter et en renforcer la résilience de leur territoire. Ils apporteront leur expertise et leur voix collective à la COP26, en appelant à une ambition accrue en matière d'atténuation du changement climatique, d'adaptation et de résilience.

NOUS DEMANDONS

En étroite collaboration avec le Partenariat de Marrakech et le Groupement des Autorités Locales et Municipales (LGMA), les régions et les gouvernements décentralisés, nous demandons et appelons de la COP26 qu'elle mette en œuvre un programme ambitieux d'atténuation et d'adaptation, notamment en ce qui concerne :

¹ [Rapport du GIEC: 'Code red' for human driven global heating, warns UN chief | UN News](#)

² [Déclaration du Secrétaire Général de l'OCDE Mathias Cormann sur les finances dédiées au climat en 2019 - OCDE](#)

³ [Regions4: Climate Change Adaptation in a Multi-Level Governance Context: A Perspective from Subnational Governments](#)

⁴ [Regions4. Inspiring Subnational Climate Action. Cases and Lessons from Regional Governments. 2015](#)



➤ **L'atteinte d'émissions net nulles**

- 2021 est une année critique et une étape dans la décennie d'action ; nous devons voir une ambition accrue de tous les gouvernements nationaux en matière d'atténuation, d'adaptation et de résilience
- Nous devons voir tous les gouvernements nationaux publier des CDN améliorées qui s'engagent à réduire les émissions nécessaires pour atteindre les objectifs de température mondiale de l'Accord de Paris, avec des politiques de soutien et des voies de réalisation.
- Les régions doivent fixer des objectifs ambitieux de réduction des émissions pour 2030 et 2050 - ou plus tôt - et développer des voies pour les atteindre. Nombre d'entre eux ont déjà pris l'initiative de le faire.

➤ **Le renforcement d'ambitions en matière d'adaptation et de résilience**

- Alors que les gouvernements nationaux continuent à lutter contre le COVID-19, 2021 offre une opportunité sans précédent pour mettre en place des économies post-reprise, résilientes, durables et vertes.
- Les contributions déterminées au niveau national (CDN) révisées et les plans d'adaptation nationaux (PAN) actuels doivent inclure des ambitions communes, amplifiées et mesurées en matière de résilience et d'adaptation qui atteignent les plus marginalisés afin de garantir les co-bénéfices d'une cohésion sociale et économique renforcée.
- Ces plans doivent être traduits au niveau local et régional par des plans de résilience intégrés territoriaux, reconnus et soutenus par les gouvernements nationaux.
- La COP26 doit donner aux gouvernements de tous niveaux, ainsi qu'aux autres acteurs non étatiques, les moyens de se responsabiliser en prenant des mesures rigoureuses et immédiates afin d'accroître la résilience et les actions d'adaptation.

➤ **La conduite du changement des systèmes vers une gouvernance à plusieurs niveaux**

- Les gouvernements nationaux ne seront en mesure d'atteindre leurs objectifs climatiques que si les États, les régions et les gouvernements décentralisés exploitent pleinement leur potentiel. 50 à 80 % des mesures d'adaptation et d'atténuation seront mises en œuvre au niveau infranational ou local, et de nombreux gouvernements proposent déjà des solutions ambitieuses et innovantes qui peuvent être étendues.
- Les régions et les gouvernements décentralisés appellent à ce que la collaboration à plusieurs niveaux, axée sur des solutions, devienne la nouvelle norme pour relever les ambitions climatiques et assurer la transition vers des économies résilientes et l'adaptation dans chaque pays.
- Les régions et les gouvernements décentralisés doivent être impliqués dans la conception, la coordination et la mise en œuvre des CDN et des plans nationaux d'adaptation.
- Les gouvernements nationaux doivent aligner les CDN et les plans nationaux d'adaptation avec les objectifs de développement durable et les relier à l'agenda de la biodiversité, afin de permettre la cohérence et l'alignement des agendas et des priorités mondiales qui peuvent ensuite être traduits en actions régionales et locales.

➤ **La mobilisation des fonds pour l'adaptation**

- Il est essentiel de transférer les milliards nécessaires à la réalisation de l'Accord de Paris. Les gouvernements nationaux doivent fournir des objectifs et des plans crédibles pour le déploiement des capitaux vers les pays en développement ainsi qu'à échelle régionale et locale.



Regione Lombardia



Regions4
Sustainable Development



Scottish Government
Riaghaltas na h-Alba
gov.scot

- Les outils financiers disponibles doivent soutenir les mesures d'adaptation qui protègent les pays et les communautés les plus vulnérables de l'aggravation des impacts climatiques : l'équité, la coopération économique et l'inclusion sociale sont autant de facteurs clés pour réussir à lutter contre la crise climatique.
- Les régions doivent être pleinement équipés pour répondre à la crise climatique, et les instruments financiers, qui doivent être fortement orientés vers les actions d'adaptation et de résilience, doivent en tenir compte.
- Les CDN et les Plan Nationaux d'Adaptation doivent convenir de budgets pour le financement des gouvernements régionaux et locaux et en particulier dans les pays en développement.
- Les mécanismes internationaux de financement du climat (tels que le Fonds vert pour le climat) doivent inclure un soutien au niveau régional et pousser les gouvernements nationaux à soutenir les gouvernements régionaux par des financements au niveau local et régional.

NOUS NOUS ENGAGEONS À CE QUE

Les régions et les gouvernements décentralisés continuent de prendre des mesures ambitieuses pour atténuer la crise climatique et s'y adapter, et appellent tous les gouvernements nationaux à donner aux régions les moyens d'exploiter leur potentiel pour parvenir à un avenir sans émissions et résilient au changement climatique.

OBJECTIF ZÉRO (RACE TO ZERO)

Les régions et les gouvernements décentralisés fixent déjà des objectifs climatiques ambitieux avec 55 % des États et des régions ayant un objectif de réduction des émissions pour 2030 et faisant preuve d'une plus grande ambition que leurs homologues nationaux.

Nous encourageons tous les États et régions à se joindre à la campagne "Race to Zero" des Champions de Haut Niveau des Nations unies, en adoptant des objectifs Net Zéro d'ici 2050 ou plus tôt, et en mettant en œuvre des moyens pour y parvenir.

RACE TO RESILIENCE

Grâce à l'initiative RegionsAdapt et à sa stratégie renouvelée, les gouvernements régionaux s'engagent dans la campagne « Race to Resilience » pour accélérer leur travail sur l'adaptation et la résilience, en appelant à catalyser l'action des acteurs non étatiques pour renforcer la résilience de 4 milliards de personnes issues de groupes et de communautés vulnérables aux risques climatiques d'ici 2030.

Plus de 76 membres de RegionsAdapt, représentant plus de 300 millions de personnes, se sont déjà engagés dans la course à la résilience :

- En faisant le point sur les impacts actuels du changement climatique sur leur territoire en développant une évaluation des risques de vulnérabilité qui inclut toutes les communautés vulnérables.
- En planifiant, donnant la priorité et adoptant un plan et/ou un programme d'adaptation ambitieux (qui intègre l'adaptation à d'autres politiques sectorielles) et en incluant les régions les plus vulnérables, avec des objectifs intermédiaires et des objectifs à long terme.



Regione Lombardia



Regions4

Sustainable Development



Scottish Government
Riaghaltas na h-Alba
gov.scot

- En mettant en œuvre des actions concrètes d'adaptation dans les principaux domaines prioritaires identifiés.⁵
- En rendant compte chaque année de leurs progrès par l'intermédiaire de la plateforme de reporting RegionsAdapt / CDP afin d'informer et d'améliorer les politiques et les actions et d'alimenter la « Race to Resilience » et le Parcours de Résilience du Partenariat de Marrakech.

Nous appelons les régions et les gouvernements décentralisés à se joindre à l'initiative RegionsAdapt et à la campagne « Race to Resilience » pour accélérer le rythme et susciter un changement radical de l'ambition mondiale en matière de résilience climatique ; pour qu'ainsi, ces états montrent leur contribution à notre agenda climatique mondial.

⁵ Domaines prioritaires : Ressources et gestion de l'eau, Résilience et réduction des risques de catastrophes, Agriculture et zootechnie, Sylviculture, zones protégées et biodiversité, Infrastructures (y compris les transports et l'énergie) et aménagement du territoire, Impacts et opportunités économiques, Adaptation et impacts sociaux.



Cette déclaration est approuvée par les membres de Regions4 et RegionsAdapt



Gouvernement du Pays Basque



Gouvernement de Jalisco



Gouvernement de la Catalogne



Gouvernement de l'État de Cross River



Gouvernement de Gossas



Gouvernement de São Paulo



Gouvernement du Centre-Nord



Gouvernement des Hauts-Bassins



Gouvernement de Ceará



Gouvernement du Québec



Gouvernement du Maharashtra



Note : cette déclaration sera mise à jour au fur et à mesure de la réception des avenants.